

PROGRAMME ASIE

DE L'ORIGINE DE LA VIOLENCE ET DU POTENTIEL ISLAMISTE DE L'ÉTAT DE RAKHINE AU MYANMAR

PAR ESTHER PICCINALI,
ANALYSTE GÉOPOLITIQUE SUR LA ZONE ASIE-PACIFIQUE

NOVEMBRE 2021

ASIA FOCUS #171

Le Myanmar, aussi connu sous le nom de Birmanie, est le plus vaste pays d'Asie du Sud-Est continentale et le deuxième de toute la région, après l'Indonésie, mais reste néanmoins très peu étudié sous un angle sécuritaire. Il partage une frontière commune avec le Bangladesh, l'Inde, la Chine, le Laos et la Thaïlande et ses façades littorales lui donnent accès au golfe du Bengale et à la mer d'Andaman. Véritable carrefour stratégique, le pays s'est construit grâce aux comptoirs de commerces, aux colonisations, aux vagues migratoires et aux coups d'État. Deux éléments fondamentaux sont en effet à prendre en compte lorsqu'il s'agit d'analyser le fonctionnement du Myanmar aujourd'hui : l'ethnicité et le rôle joué par l'armée birmane dans la politique nationale.

L'Union du Myanmar est divisée en sept régions qui regroupent l'ethnie majoritaire bamar, et en sept États périphériques, chacun nommé selon l'ethnie qui y est majoritaire, à savoir : les Kachin, les Shan, les Kayah, les Karen, les Mon, les Rakhine et les Chin (ici classés par ordre numérique). Depuis l'indépendance acquise en 1948, le pays a fait face à trois coups d'État menés respectivement en 1962, 1988 et 2021. Un vent de changement, orchestré dès 2011 par le gouvernement semi-civil du Général Thein Sein et son Parti de la solidarité et du développement de l'Union (USDP), puis en 2015 par le gouvernement civil de la Ligue nationale pour la démocratie (NLD) d'Aung San Suu Kyi, a semblé mener à l'ouverture du pays aux investissements étrangers et à un progressif tournant démocratique. L'armée nationale de la Tatmadaw continuait néanmoins de tenir les rênes du pouvoir. Le coup d'État de 2021 signe la fin de l'expérience démocratique du pays et à un retour au pouvoir de l'institution militaire par le biais du gouvernement du Conseil de l'administration de l'État (SAC), dirigé par le Général Min Aung Hlaing.



RÉSUMÉ DE L'HISTOIRE DU MYANMAR

1057

Le roi Anawrahta fonde le premier État unifié du Myanmar à Pagan et adopte le bouddhisme Theravada

1531

La dynastie Toungoo, avec l'aide portugaise, réunit le pays comme la Birmanie.

1824-1826

Première guerre anglo-birmane qui se termine avec le traité de Yandabo, selon lequel la Birmanie cède la bande côtière d'Arakan, entre Chittagong et le cap Negrais, à l'Inde britannique.

1886-1937

La totalité de la Birmanie fait partie du Raj britannique.

1937

Les britanniques octroient finalement au parti Thakin l'Autonomie interne de la Birmanie.

1938

Premières manifestation anti-musulmans à Rangoon.

1942

Le BIA dirigée par le Général Ne Win prend le contrôle de Rangoon. L'année 1942 a été un véritable moment charnière dans les relations entre bouddhistes et musulmans dans l'Arakan. Les Thakins nationalistes ont encouragé les autorités arakanaises à faire disparaître l'islam de la région dans les attaques coordonnées qui resteront dans les mémoires comme les massacres du 28 mars 1942.

1947

L'accord de Panglong, négocié en février 1947 entre le général Aung San, représentant l'Anti-Fascist People's Freedom League (AFPFL), et les ethnies majoritaires jetait les bases d'un système fédéral pacifique. Le 19 juillet, le Général Aung San est assassiné par la frange radicale de l'AFPFL.

1948

Proclamation de l'indépendance de l'Union de Birmanie, le Général U Nu devient Premier Ministre. L'Union Citizenship Act est adopté, définissant la "race indigène" de manière à exclure clairement les Rohingyas.

1955

Conférence de Bandung et création du Mouvement des non alignés à laquelle U Nu participe.

1962

Coup d'État du Général Ne Win. Il instaure une dictature d'idéologie socialiste.

1982

Le gouvernement du Général Ne Win a voté la Loi sur la Citoyenneté qui définit trois catégories de citoyens : les nationaux, les associés et les naturalisés. Tous les groupes ethniques installés en Birmanie avant 1823 sont de facto considérés comme des citoyens « nationaux » tandis que les citoyens « associés » et « naturalisés » sont ceux qui sont entrés dans le pays pendant la domination britannique. Ils reçurent respectivement des cartes roses, bleues et vertes.

1989

Premier Cessez-le-feu entre la Tatmadaw et les groupes ethniques armés du nord de l'État Shan qui appartenaient auparavant au Parti communiste de Birmanie (PCB).

1992

Le Général Than Shwe prend la tête du SLORC. Début des sanctions occidentales.

1287

Conquête de Pagan par Kublai Khan.

1755

Aungmya fonde la dynastie Konbaung

1852

À la suite de la deuxième guerre anglo-birmane, la Grande Bretagne annexe la basse Birmanie, y compris Rangoon.

1932

Pour tenter d'atténuer les divisions internes liées à la montée des mouvements nationalistes anti-colonisation, 24 délégués représentant autant de communautés ethniques sont invités à se réunir à Londres pour la *Burma Round Table Conference*.

1941

Création de l'Armée pour l'indépendance de la Birmanie (BIA), par le Général Aung San et ses "trente camarades". Le 23 décembre 1941, le Japon bombarde Rangoon et les britanniques et d'Arakan pour se réfugier en Inde. Dans leur fuite, ils abandonnent des armes qui serviront aux bouddhistes nationalistes Thakin.

1945

Victoire des britanniques sur les japonais en Arakan. La BIA deviendra l'Anti-Fascist People Freedom League (AFPFL). En décembre, la conférence musulmane de Pyinmana a été l'occasion pour les organisations musulmanes birmanes de s'unir en un seul organisme, le Congrès musulman de Birmanie (BCM). Aucune distinction n'était faite entre les musulmans indiens de Birmanie et les musulmans birmans, à la différence de ce que proposait le Conseil général de l'Association musulmane de Birmanie (GCBMA).

1952-1960

Gouvernement parlementaire de l'Anti-Fascist People Freedom League (AFPFL). Lutttes internes et alternance du pouvoir entre U Nu et Ba Swe.

1974

La nouvelle constitution institutionnalise le socialisme birman : politique isolationniste et nationalisation des grandes entreprises birmanes sont au programme. L'économie nationale stagne.

1988

Le soulèvement démocratique du 8 août (8888), est violemment réprimé et un nouveau régime militaire, celui du *State Law and Order Restoration Council* (SLORC), dirigé par le Général Saw Maung, se met en place.

1990

Victoire de la Ligue Nationale pour la démocratie, (LND) aux élections générales rejetée par la junte. Arrestation des opposants, Aung San Suu Kyi en résidence surveillée et création d'un gouvernement en exil.

1997

Entrée du Myanmar dans l'ASEAN. Le SLORC devient le *State Peace and Development Council* (SPDC).

2005

Création de la nouvelle capitale Nay Pyi Daw et Rangoon est renommé Yangon.

2007

Flambée des prix des carburants. "Révolution de Safran" initiée par les moines, violemment réprimée.

2009

Peu d'organisations ethniques armées (EAO) ont accepté de rejoindre le BGF. Les accords de cessez-le-feu de 1990 ont été déclarés "nuls et non avenue" et les EAO ont de nouveau été qualifiés "d'insurgés". Le gouvernement fait pression militairement et économiquement sur les EAO dans les États de Kachin, Shan, Karen.

2011

Rupture du cessez-le-feu avec les EAO non intégrés au sein du BGF, dont la KIA/KIO dans l'État Kachin. Reprise des combats entre la Tatmadaw et les EAO dans plusieurs États du pays, dont Kachin et Shan. La Chine s'implique dans les médiations de paix, suite aux répercussions des combats dans le Yunnan. Accélération de l'ouverture du pays. Augmentation des libertés individuelles (presse libre, manifestations, syndicats, etc) et autorisation pour la LND de se présenter aux élections. Thien Sein ordonne l'arrêt de la construction du méga-barrage chinois Myitsone sur le fleuve Irrawaddy, à la suite d'une rare opposition populaire. La population est estimée à 60 millions.

2013

Le Myanmar prend la présidence tournante de l'ASEAN. Les conflits dans les États de Kachin et Shan continuent. Mobilisation des autres EAO du pays.

2015

Signature du Cessez-le-feu national (NCA) lors de la Conférence de Panglong pour le XXI^{ème} siècle, en octobre. Victoire historique pour la LND aux élections générales.

2017

"Crise des Rohingyas" et troisième mouvement migratoires Rohingyas vers le Bangladesh. Le Myanmar rejoint la BRI chinoise lors d'une visite de Aung San Suu Kyi à Pékin. 2^{ème} Conférence de Panglong pour le XXI^{ème} siècle : 37 principes, proposés par le Comité mixte du dialogue de l'Union pour la paix (UPDJC), sont adoptés mais crispation autour des sujets de sécession et de création d'une armée fédérale.

2019

La Gambie dépose, au nom de l'Organisation de Coopération Islamique (OCI), une plainte auprès de la Cours Internationale de Justice (CIJ) pour violation de la Conventions des Nations Unies de 1948.

2020

Première visite officielle du Président Xi Jinping aux dirigeants de la LND et de la Tatmadaw. Crise du Covid-19. 4^{ème} Conférence de Panglong pour le XXI^{ème} siècle. Les résultats des élections générales, remportées par la LND, sont contestés par la Tatmadaw.

2004

Le Général Khin Myunt, en poste depuis 2003 et plus ouvert au dialogue avec l'étranger est assassiné le 18 octobre.

2006

Maintien en résidence surveillée d'Aung San Suu Kyi. Veto sino-russe à l'ONU.

2008

Le cyclone Nargis frappe durement la région du Delta et pousse le régime à s'assouplir pour obtenir l'aide internationale. Mise en place d'une nouvelle constitution qui garantie à l'armée le contrôle de 25% du Parlement, de trois ministères régaliens et écarte Aung San Suu Kyi du jeu politique. Volonté gouvernementale de transformer les groupes armés ayant accepté le cessez-le-feu en « Forces de garde-frontières » (BGF).

2010

Le Général Thein Sein qui dirige le SPDC depuis 2007 a quitté la Tatmadaw. Son parti, l'Union Solidarity and Development Party (USDP) a remporté les élections générales. Le Myanmar est dirigé par un gouvernement quasi-civil. Le SPDC s'auto-dissout. Incident de Kokang à Shan. Fin de la date limite pour que les EAO rejoignent le BGF.

2012

Affrontements communautaires entre musulmans et bouddhistes dans l'État de Rakhine. Reprise des négociation de paix avec certains EAO. Élections partielles qui portent la LND au Parlement. Levée d'une partie des sanctions européennes et américaines.

2014

209 musulmans Rohingyas déplacés ont obtenu la nationalité birmane, première phase du projet porté par Aung San Suu Kyi depuis 2011. Visite du Président Barack Obama. Élaboration du projet de cessez-le-feu national, grâce à l'unité des EAO.

2016

Htin Kyaw dirige le gouvernement civil et crée le statut de Conseillère Spéciale pour Aung San Suu Kyi. Création d'un ministère des affaires ethniques. Commission spéciale de Kofi Annan pour l'État de Rakhine. Création de l'Alliance du Nord qui regroupe la Kachin Independence Army (KIA), l'Arakan Army (AA), la Ta'ang National Liberation Army (TNLA) et la Myanmar National Democratic Alliance Army (MNDAA). L'ARSA prend les armes à Rakhine.

2018

Win Myint devient Président du Myanmar. 3^{ème} Conférence de Panglong pour le XXI^{ème} siècle. Réintroduction de sanctions internationales : absence de KIA et RCSS/SSA et changement de stratégie, vers un simple accord global. L'ONU accuse la Tatmadaw de crimes de guerre contre l'humanité.

2021

Suite au Coup d'État du 1^{er} février, les pleins pouvoirs reviennent au Général Min Aung Hlaing, les leaders de la LND sont arrêtés et la population se soulève dans un important mouvement de désobéissance civile.



RÉSUMÉ DE L'HISTOIRE DE L'ÉTAT DE RAKHINE

	- 3325 À - 327 AVJC	Période Dhanawadi
350 - 776		
Période Lemro		
350 - 776		
Première invasion arakanaise de Chittagong.		
1250-1420		
Période Laungret		
1433		
Transfert de la capitale féodale de Launggyet à Mrohaung, aussi appelée Mrauk-U.		
1657		
Fuite vers l'Arakan du prince Shāh Shujā, deuxième fils de l'Empereur Mogul Shāh Jahan après la perte de contrôle du Bengal dont il a la responsabilité depuis 1639. Le roi d'Arakan Sandathudama (1652-1687) intègre les soldats musulmans au sein d'une unité d'élite d'archers, appelés les Kamans ou Kamanci.		
1684		
Début d'une période d'anarchie et de rébellion pendant laquelle, les unités musulmanes Kamans, en permanence renforcée par des mercenaires afghans directement venus d'Inde du Nord, jouent un rôle décisif de faiseuses de rois. Dix rois se sont succédés jusqu'à l'invasion birmane		
1784		
Le roi d'Ava, Bodawpaya, mobilise 20 000 soldats, 2 500 chevaux et 200 éléphants et lance un assaut massif sur son voisin. L'Arakan est annexé et la ville de Mrauk-U est détruite tandis que le roi arakanais Thamada et sa cour sont forcés à l'exil.		
1824-1826		
Première guerre anglo-birmane déclenchée par la revendication birmane sur l'île de Shahapuri, située à l'embouchure du fleuve Naf qui s'épare l'Arakan du Bengale. Les birmans ont néanmoins sous-estimé les capacités des troupes britanniques. Ces dernières arrêtant prennent Rangoon lors d'une invasion maritime menée depuis les îles Andaman et arrêtent de facto l'attaque. Le traité de Yandabo, selon lequel les provinces de l'Arakan et de Tannasserim sont annexées aux Indes britanniques.		
1946		
Pour préparer la politique à adopté en Arakan, Aung San a envoyé en mars 1946, U Aung Zan Wai et de Sultan Mahmood à Maungdaw et Buthidaung pour qu'ils y rencontrent les représentants des musulmans d'Arakan afin de leur assurer le maintien de leurs droits après l'indépendance et leur demander de soutenir l'AFPL. Les musulmans d'Arakan, Rohingyas et Kamins ont refusé et fait connaître aux britanniques leur volonté de bénéficier d'une autonomie régionale.		
1954		
Reconnaissance publique de l'appartenance des Rohingyas à la Nation birmane par le Président Sao Shwe Taiké et le Premier ministre U Nu.		
1962		
La préparation du projet de loi pour l'attribution du statut d'État à l'Arakan, en excluant, comme convenu avec les populations locales, le district de Mayu, est stoppée par le coup d'État du Général Ne Win.		
	788	Premiers signes de présence islamique.
	1044-1287	Le Royaume d'Arakan est contrôlé par le Royaume de Pagan.
	1430-1785	Période Mrauk-U
	1518	Partenariat entre le roi Minbin ou Zabuk Shah et les Portugais.
	1666	Défaite du Royaume d'Arakan face à l'Empereur Moghol. Au cours de leur retraite, les soldats arakanais ont été attaqués par des musulmans locaux, descendants des esclaves musulmans précédemment capturés raids pirates conjoints entre Portugais et Arakanais
	1710	Le roi Sandawizaya réussit enfin à reprendre le contrôle sur les Kamans, qui pour la plupart se sont exilés sur l'île de Ramree, où se sont assimilés à la population.
	1811-1815	Des réfugiés Rohingyas appelés "Chinbyan", dirigés par Roi Bering mènent une rébellion armée contre les birmans. Malgré leur capitulation, il fit mettre à mort plusieurs soldats, leurs familles ainsi que leurs soutiens arakanais.
	1824-1947	La période coloniale britannique a permis le développement administratif et économique de l'Arakan par le biais de la création d'une bureaucratie régionale, l'amélioration du système de communication fluvial et le développement d'une ligne de chemin de fer reliant Chittagong à Akyab (actuelle Sittwe) permettant des afflux saisonniers de travailleurs venus d'Inde et du Bengal pour permettre la croissance rapide de la riziculture en Arakan.
	1947	Pendant la Conférence de Panglong, les particularités des musulmans d'Arakan n'ont pas été prises en compte par le Conseil de représentation des musulmans de Birmanie (BCM), tandis que le représentant des bouddhistes Arakanais ne s'est pas positionné pour l'autonomie de l'Arakan. Deux mouvements de résistance ont émergé, l'un bouddhiste au Sud et l'autre musulman au Nord.
	1961	Création de l'Administration frontalière spéciale Mayu (MFA), dans les provinces Maungdaw et Buthidaung, administrée par des officiers de la Tatmadaw.

1964

Démonétarisation des billets de 50 et 100 Kyats, les plus usités par les musulmans d'Arakan.

1967

Le gouvernement central a tenté de contrer les pénuries de riz et de produits de première nécessité qui touchaient Rangoon en utilisant les stocks de riz d'Arakan. Les émeutes d'Akyab ont été violemment réprimées et les forces de l'ordre ont expulsé les musulmans de leurs terres agraires, situées dans les villes de Kyawktaw, Mrohaung, Pauktaw, Myebon, Minbya.

1977-1978

L'Opération Nagamin ou Dragon King de la Tatmadaw résulte en d'importants flux migratoires en direction du Bangladesh.

1978

Le Bangladesh et la Birmanie signent un accord, négocié par l'ONU pour le rapatriement des réfugiés, en vertu duquel, la plupart des réfugiés rentrent.

1988

Le soulèvement démocratique du 8 août (8888), est violemment réprimé et un nouveau régime militaire, celui du *State Law and Order Restoration Council* (SLORC), dirigé par le Général Saw Maung, se met en place.

1989

L'État d'Arakan est renommé État de Rakhine.

1991

Les Rohingyas rapatriés du Bangladesh reçoivent une carte d'identité jaune, grâce à l'intervention du HCR.

1995

Le Département de l'immigration et de la population (IPD) commencé à délivrer aux Rohingyas un permis de séjour temporaire (Temporary Registration Card -TRC) ou "carte blanche", sans qu'il s'agisse d'un accès à la citoyenneté.

2000

Inauguration du champ de gaz de Shwe.

2003-2004

Durcissement des restrictions de mouvements à l'égard des populations musulmanes.

2012

Affrontements communautaires entre musulmans et bouddhistes dans l'État de Rakhine. Reprise des négociations de paix avec certains EAO. Élections partielles qui portent la LND au Parlement. Levée d'une partie des sanctions européennes et américaines.

2019

Début du conflit ouvert entre la Tatmadaw et l'Arakan Army (AA). Mise en place en juin d'une interdiction d'internet au Nord de Rakhine et au Sud de Chin.

1962-1988

Durcissement des conditions de vie pour les musulmans d'Arakan. Ils sont qualifiés d'étrangers (Kalas) et à ce titre, leurs mouvements interrégionaux sont contrôlés, ils ne pouvaient bénéficier du système de distribution de rations gouvernementales et ne peuvent devenir ni propriétaires d'entreprises, ni fonctionnaires.

1974

La nouvelle constitution accorde le statut d'État à l'Arakan tout en légiférant une bureaucratie 100% bouddhiste. Durcissement des conditions de vie des musulmans : discriminations à l'embauche, hausse du chômage, poursuite des opérations militaires d'enquête sur l'immigration, attaques arbitraires et « mission d'abattage » sur les routes, absence de sécurité et de justice, blasphème et vandalisme des lieux saints et des cimetières.

1982

Le gouvernement du Général Ne Win vote la loi sur la citoyenneté. C'est le Conseil d'État et non la Cour de Justice qui peut, en vertu de l'article 4 de la loi, dire si un groupe ethnique peut être considéré comme « national ». Les Rohingyas n'ont pas été considérés comme des citoyens "nationaux" mais comme des "associés" ou "naturalisés".

1990

Renforcement de la "birmanisation" de l'État de Rakhine et confiscation de leurs terres aux populations musulmanes de Rakhine.

1992

Création de la force inter-agences NaSaKa ou *Border Immigration Headquarters* qui regroupe l'agence de l'immigration, la police, les renseignements et les douanes. Intensification de la création des "modèles villages" ou "NaTaLa" qui vise à réorganiser la structure sociale de l'État en établissant des villages colons bouddhistes sur d'anciennes terres Rohingyas.

2001

Montée des tensions communautaires dans la capitale de l'État de Rakhine, Sittwe.

2007

"Révolution de Safran" initiée par les moines, violemment réprimée.

2016

Les attaques conjointes de l'Arakan Rohingya Salvation Army (ARSA) contre 4 postes de police est suivi de violentes représailles de la part des forces de sécurité, menant à la tristement célèbre crise des Rohingyas.

2020

Intensification des combats. Restauration du réseau 2G seulement en août. Officialisation du rapprochement entre l'ARSA et l'AA. Impossibilité de tenir les élections dans le nord de Rakhine en raison du contexte sécuritaire. Cessez le feu temporaire entre l'AA et la Tatmadaw. Émergence en novembre d'un nouveau groupe Rohingya : la Katiba al-Mahdi fi-Bilad Arakan.

L'ÉTAT DE RAKHINE, « SIMILAIRE, MAIS DIFFÉRENT » DU RESTE DU MYANMAR

Le Myanmar est plongé depuis soixante-dix ans dans une situation de guerre civile et d'affrontements communautaires qui reposent sur des revendications identitaires séparatistes, opposant les Organisations ethniques armées (EAO) à l'armée nationale birmane, la Tatmadaw.

La construction identitaire birmane est fondamentalement liée à la confession bouddhiste et, si la liberté de culte est inscrite dans la constitution, elle est engluée dans de multiples exceptions qui la remettent de facto en question. Les haines communautaires sont le socle de l'État birman indépendant, alors même que le pays est constitué de 135 nationalités ethniques (ou « races ») officiellement reconnues par la Constitution. En outre, selon le recensement de 2014, les 54 millions d'habitants du pays sont divisés entre : 87,9% de bouddhistes, 6,2% de chrétiens, 4,3% de musulmans, 0,8% d'animistes, 0,5% d'hindous, 0,2% appartenant à d'autres religions et 0,1% d'athées¹. Notons que le conflit interne le plus meurtrier de l'histoire du Myanmar s'est déroulé dans l'État de Rakhine, au sud-ouest du pays, à la frontière avec le Bangladesh.

L'État de Rakhine, anciennement nommé Arakan, est « similaire, mais différent » du reste du Myanmar et constitue un véritable tampon entre « l'Asie brune et l'Asie jaune »².

Multiethnique et multiconfessionnel, il est devenu un cas d'école en matière de réécriture du narratif historique par le groupe dominant. Étonnement, l'État reste encore très peu étudié au travers du prisme sécuritaire alors même que la porosité des frontières en fait un lieu de trafics important pour les groupes ethniques armés et que la richesse de ses sols ainsi que sa géographie lui accordent une position stratégique indéniable ainsi qu'une place de choix dans les projets économiques transnationaux indiens et chinois, invitant donc à se pencher sur l'origine des phénomènes violents qui s'y déroulent ainsi que sur leurs perspectives d'évolution. En outre, l'instabilité politique que le pays connaît depuis

1. Ministry of Labour, Immigration and Population, "The 2014 Myanmar population and housing census - The Union report: Religion - Census Report Volume 2-C", The Republic of the Union of Myanmar, July 2016. Lien : https://myanmar.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/UNION_2C_Religion_EN.pdf

2. Maurice S. Collins, San Shwe Bu, "Arakan's Place in the Civilization of the Bay", *Journal of the Burma Research Society*, vol.XV, n°1, 1925, p.52. Lien : <https://www.soas.ac.uk/sbbr/editions/file64407.pdf>

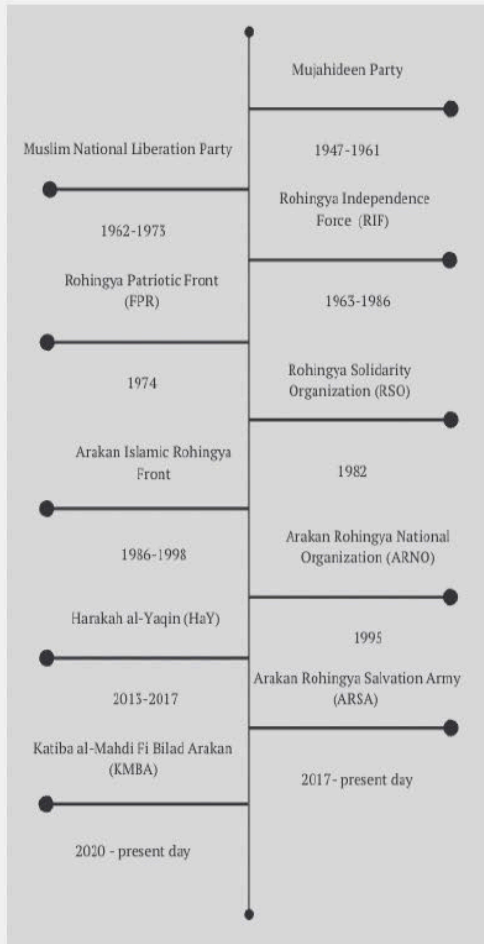
février 2021 a renforcé l'importance d'un tel travail. Les relations intercommunautaires, entre bouddhistes et musulmans, historiquement complexes, se sont aggravées ces dernières décennies, jusqu'à mener aux affrontements communautaires de 2012 puis à la tristement célèbre « crise des Rohingyas » qui a eu et continue d'avoir un impact national, régional et international. Les mouvements nationalistes de résistance ethniques armés, l'un musulman et l'autre bouddhiste, y sont présents depuis l'indépendance nationale et ont alternativement ou conjointement pris les armes contre la Tatmadaw. Malgré des différences d'agendas, leur objectif reste commun : celui d'un retour à l'autonomie dont jouissait le Royaume de Mrauk U avant 1784, qu'elle soit partielle ou totale.

Une partie minoritaire de la population de l'État de Rakhine semblait historiquement fertile aux idées révolutionnaires et séparatistes.

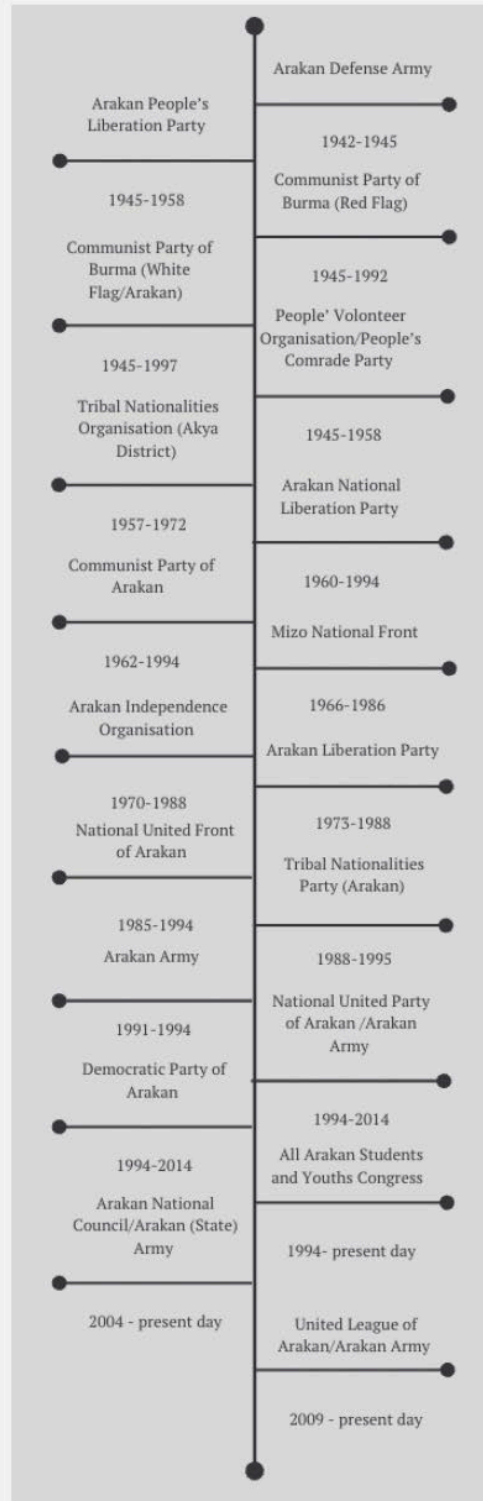
En s'intéressant aux origines de la violence dans l'État de Rakhine, nous avons pu identifier des caractéristiques particulières qui font de l'État un territoire en marge du reste du Myanmar. Mais, avons aussi pu observer que les politiques nationales menées par les différents gouvernements militaires et civils ont joué un rôle central dans l'exacerbation des clivages ethniques et confessionnels et ce, pour renforcer un idéal nationaliste bouddhiste birman fondamentalement inscrit dans l'identité de l'armée nationale birmane, la Tatmadaw. À cette pensée majoritaire se sont opposées deux branches ethniques armées, l'une bouddhiste et l'autre musulmane, qui malgré leurs spécificités se sont parfois mutuellement reconnues et soutenues pour défendre un idéal commun de séparatisme, total ou partiel, et s'opposer à un ennemi unique : la Tatmadaw. Les groupes ethniques armés majoritaires et donc les plus influents dans l'État de Rakhine, sont actuellement l'Arakan Rohingya Salvation Army (ARSA), anciennement nommé Harakah al-Yaqin (HaY) et l'Arakan Army (AA). Ils incarnent tous deux l'héritage de leurs luttes communautaires respectives, mais leur rapprochement, officialisé en juillet 2020, a donné lieu à un tournant dans leurs oppositions face à la Tatmadaw. Le risque sécuritaire qu'un tel rapprochement fait craindre est à imputer à la porosité de la frontière avec le Bangladesh. En effet, celle-ci a historiquement facilité les trafics tant humains que

matériels. Le contrôle que l'ARSA exerce sur le territoire qui est situé entre Cox's Bazar et la région de Chittagong Hill Tracts, ainsi que celui dont l'AA dispose au sein de l'État de Rakhine est une aubaine économique pour les deux acteurs. Leur entente stratégique permet ainsi d'imaginer une montée en puissance des réseaux de trafic.

Frise chronologie des groupes armés musulmans dans l'État de Rakhine

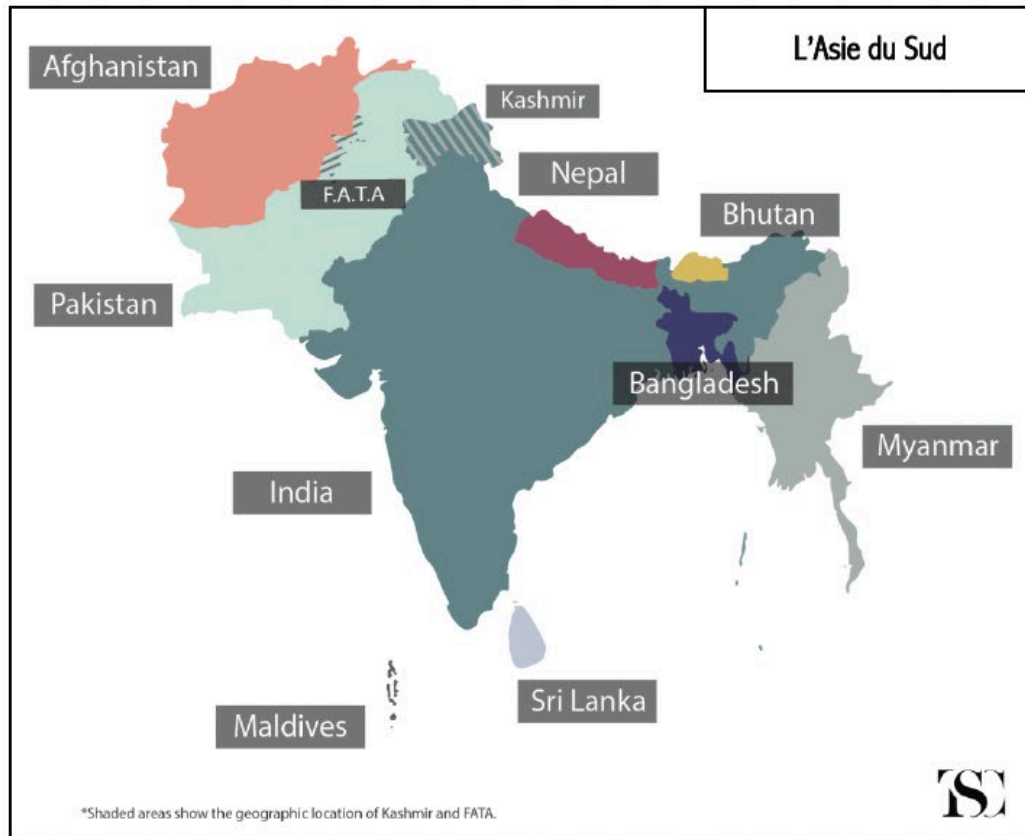


Frise chronologie des groupes armés bouddhistes dans l'État de Rakhine



Esther PICCINALI, 2021

LE MYANMAR, INTÉGRÉ AUX STRATÉGIES RÉGIONALES D'AL-QAÏDA ET DE DAECH



Au-delà des bienfaits économiques pour les groupes armés locaux ainsi que pour les autres groupes ethniques armés du Myanmar, la proximité tant géographique qu’humaine de l’ARSA avec des groupes affiliés à des entités transnationales que sont Al-Qaïda en Asie du Sud (AQIS) et Daech pose question.

Le Bangladesh joue en effet un rôle de sanctuaire, permettant rencontres, recrutements et entraînements dans les collines forestières tout en concentrant la plus importante partie de la diaspora musulmane de l’État de Rakhine. En effet, la proximité récemment attestée de l’ARSA avec Al-Qaïda en Asie du Sud (AQIS) a fait craindre un regain de violence dans la région ainsi qu’une montée en puissance de leur nouvelle coalition régionale. Rappelons ici que l’État de Rakhine est pleinement inscrit dans le territoire historique mythique du « Hind », aussi appelé « Khurasan », qu’Al-Qaïda et Daech s’attachent à restaurer.

Les mouvements de défense des Rohingyas, menés directement depuis le Myanmar ou depuis les pays voisins n’ont pas réussi à fédérer au-delà de quelques cellules.

Si la rébellion bouddhiste de l’Arakan Army (AA) est actuellement la plus virulente, est-ce à dire que le risque de violence islamique est actuellement nul et devrait tendre à le rester ? Si l’armée birmane est toujours venue à bout des groupes rebelles, la lutte n’a pas pour autant échappé à une récupération de la part d’Al-Qaïda au sous-continent indien (AQIS) et par la suite de Daech. De plus, le comportement des dernières années de la Tatmadaw s’agissant des exactions commises à l’encontre de la population civile dans le cadre de sa lutte armée face à l’AA, a permis à l’organisation de monter en intensité en gagnant les cœurs et donc à élargir son bassin de recrutement. Pour les membres actifs issus de la branche révolutionnaire musulmane, l’idéologie djihadiste intégrée dans un agenda international n’a jamais été une priorité. Leurs revendications sont bien davantage locales. Néanmoins, la force du renouveau des entités transnationales que sont Al-Qaïda et Daech se trouve dans le fait qu’elles ont compris l’importance de l’imbrication du local

au sein de sa vision plus globale, au cœur même de leur stratégie du « glocal ». Deux idées semblent donc se dégager ici. La première est que la « cause Rohingya » a souvent été comparée à la lutte palestinienne et utilisée par Al-Qaïda et Daech pour galvaniser leurs troupes. La deuxième est que si la population d'origine musulmane, abusivement identifiée comme « Rohingya », encore présente sur le territoire birman ou bien en exil, a pris les armes, c'est dans un objectif de lutte communautaire locale et non principalement religieuse. L'idéologie djihadiste n'est donc pas une fin, mais semble plutôt être devenue le moyen pour ces divers groupes de se former et de bénéficier, entre autres, de livraisons d'armes.

L'appel au djihad humanitaire dans l'État de Rakhine n'est pas nouveau, mais la menace a grandi en 2016-2017, au moment de la « crise des Rohingyas ».

Le chef de la division antiterroriste de la police malaisienne, Ayob Khan Mydin Pitchay avait d'ailleurs mis en garde contre un « danger extrême », lié à la « proximité du Myanmar avec la Malaisie [qui] a encouragé Daech à agir à Rakhine. Le Myanmar [étant] plus proche de la Malaisie que de la Syrie et [le] sud des Philippines, où le conflit est en cours, et maintenant Rakhine est devenue leur dernière destination pour le *djihad* », avait-il déclaré³. Néanmoins, l'appel au djihad n'a pas eu autant d'impact que prévu, puisqu'au même moment Daech réussissait en effet à mobiliser ses troupes aux Philippines pour le tristement célèbre siège de Marawi qui a eu lieu en 2017. « Le réseau entre la Malaisie, l'Indonésie, les Philippines et les Rohingyas est là »⁴, affirmait quant à lui Badrul Hisham Ismail, directeur exécutif du programme du groupe de contre-militantisme malais Iman Research. Le phénomène est loin d'être surprenant puisque le recrutement de réfugiés Rohingyas marginalisés par des groupes militants islamistes, principalement au Bangladesh, mais également dans d'autres pays d'Asie du Sud-Est, se poursuit depuis plusieurs décennies⁵.

3. Nadirah H. Rodzi, « Malaysians in Rakhine to fight army : KL top cop », *The Straits Times*, 19 septembre 2017. Lien : <https://www.straitstimes.com/asia/se-asia/malaysians-in-rakhine-to-fight-army-kl-top-cop>

4. Rozanna Latiff, « Myanmar faces danger from Islamic State militants, Malaysian police say », *Reuters*, 4 janvier 2017. Lien : <https://www.reuters.com/article/us-malaysia-security-rohingya/myanmar-faces-danger-from-islamic-state-militants-malaysian-police-say-idUSKBN1400PX>

5. Crisis Group Report, « Myanmar: The Politics of Rakhine State », *Asia Report*, 22 octobre, 2014, p.3. Lien : <https://www.crisisgroup.org/asia/south-east-asia/myanmar/myanmar-politics-rakhine-state> ; « Killing of Burmese militant ups ante of intelligence agencies », *The Tribune*, 13 November 2015. Lien : <https://www.tribuneindia.com/news/archive/features/killing-of-burmese-militant-ups-ante-of-intelligence->



agencies-157438 ; "ISIS look to recruit Rohingya Muslims fleeing Myanmar", *Newsweek*, 6 February 2015. Lien : <https://www.newsweek.com/isis-look-recruit-rohingya-muslims-fleeing-myanmar-328087>

**Les groupes islamistes
d'Asie du Sud-Est
affiliés à AQIS et à l'EI-K**

Indonésie

Malaisie

Philippines

**Les groupes affiliés à
Al-Qaïda**

JI
Jemaah Islamiyah
(Structurelle)

Tandzim Al Qaeda
Malaysia

MNLF
Mono National Liberation
Front

MILF
Moro Islamic Liberation
Front

Les groupes affiliés à l'État islamique

ASG
Abu Sayyaf Group

Maute Group

BIFF
Bangsamoro Islamic
Fighters

AKP
Ansar al-Khalifa
Philippines

JI
Jemaah Islamiyah
(Non structurelle)

JAT
Jemaah Ansharut Tauhid

JAD
Jemaah Anshartu Daulah

JAK
Jamaah Ansharul Khilafah

JAS
Jemaah Ansharusy Syariah

MIT
Mujahidin Indonesia Timur

FAKSI

Ring Banten

Gema Salam

Bima Nusa Tenggara Barat

Katiba Al Iman

MIB
Mujahidin Indonesia Barat

Brigade Khalid Al-Walid

DIM
Darul Islam Malizia

Brigade Darul Islamiyah

Daulah Islamiyah Malaysia

Arakan Daulah Islamiyah

Fisabilillah

Esther PICCINALI, 2021

En 2020, l'apparition d'un nouvel acteur, la Katiba al-Mahdi fi Bilad Arakan, ou Brigade du Mahdi dans l'État d'Arakan, a fait craindre une évolution néfaste de la situation locale.

Sa création a été annoncée de manière inattendue par le biais d'une vidéo publiée sur les réseaux sociaux djihadistes, le 4 novembre 2020, dans laquelle l'émir du groupe, Abu Dawud al Arkani, a prêté serment à Abu Ibrahim al-Hashimi al-Qurashi, le « Calife » de Daech⁶. L'émir du nouveau groupe a appelé les musulmans à faire le *hijrah* (migration) et le jihad à Bilad al-Arakan, autrement dit dans l'État de Rakhine⁷. La rhétorique islamique utilisée par le groupe l'inscrit dans le mythe du Hind et du Khurasan. Le 15 février 2021, le groupe a publié sur son site internet l'*Arrukn Media Center* un livre intitulé *Khalifatullah Al-Mahdi* dans lequel la figure du Mahdi a été longuement discutée⁸. L'utilisation du terme *katibah* (unité militaire ou brigade) suggère que le groupe se rêve comme mieux organisé et plus développé que ses prédécesseurs, tout en s'inscrivant dans la tendance classique des groupes affiliés de Daech⁹ et en suivant les traces de Daech – Province du Khurasan (EI-K ou IS-K)¹⁰.

La radicalisation des Rohingyas toujours présents sur le territoire birman ou en exil, ainsi que le risque de mobilisation des militants régionaux pour la « cause Rohingya », pourraient permettre à l'État de Rakhine de regrouper l'ensemble des éléments pouvant lui permettre de devenir une nouvelle terre de djihad régional, pouvant s'accompagner d'un appel d'air pour les djihadistes d'Asie du Sud et d'Asie du Sud-Est.

Néanmoins, malgré cet élément ainsi que le chaos national, la porosité des frontières et la (re)montée en puissance régionale des groupes transnationaux présents au Bangladesh,

6. Sushimit Patil, Twitter : <https://twitter.com/PatilSushmit/status/1324040292123594755>

7. Jasmininder Singh, "Rakhine State – Southeast Asia's Next Marawi?", *The Diplomat*, 15 avril 2021. Lien : <https://thediplomat.com/2021/04/rakhine-state-southeast-asias-next-marawi/>

8. MEMRI, "Myanmar Jihadi group which pledged allegiance to the Islamic State (ISIS) publishes religious book in English", *MEMRI, Jihad & Terrorism threat monitor*, 21 février 2021. Lien : https://www.memri.org/jttm/myanmar-jihadi-group-which-pledged-allegiance-islamic-state-isis-publishes-religious-book#_edn3

9. Jasmininder Singh & Muhammad Haziq Jani, "Is Entry into Rakhine conflict: Urgency in Nation-Building", *RSIS*, 8 janvier 2021, p.3. Lien : <https://www.rsis.edu.sg/wp-content/uploads/2021/01/CO21005.pdf>

10. Namrata Biji Ahuja, "New Islamic State proxy 'IS-Arakan' on radars of intelligence agencies", *The Week*, 21 novembre 2021. Lien : <https://www.theweek.in/news/india/2020/11/21/new-islamic-state-proxy-is-arakan-on-radar-of-intelligence-agencies.html>

il est important de noter qu’aucune « malianisation » de la situation locale n’a pour le moment été observée.

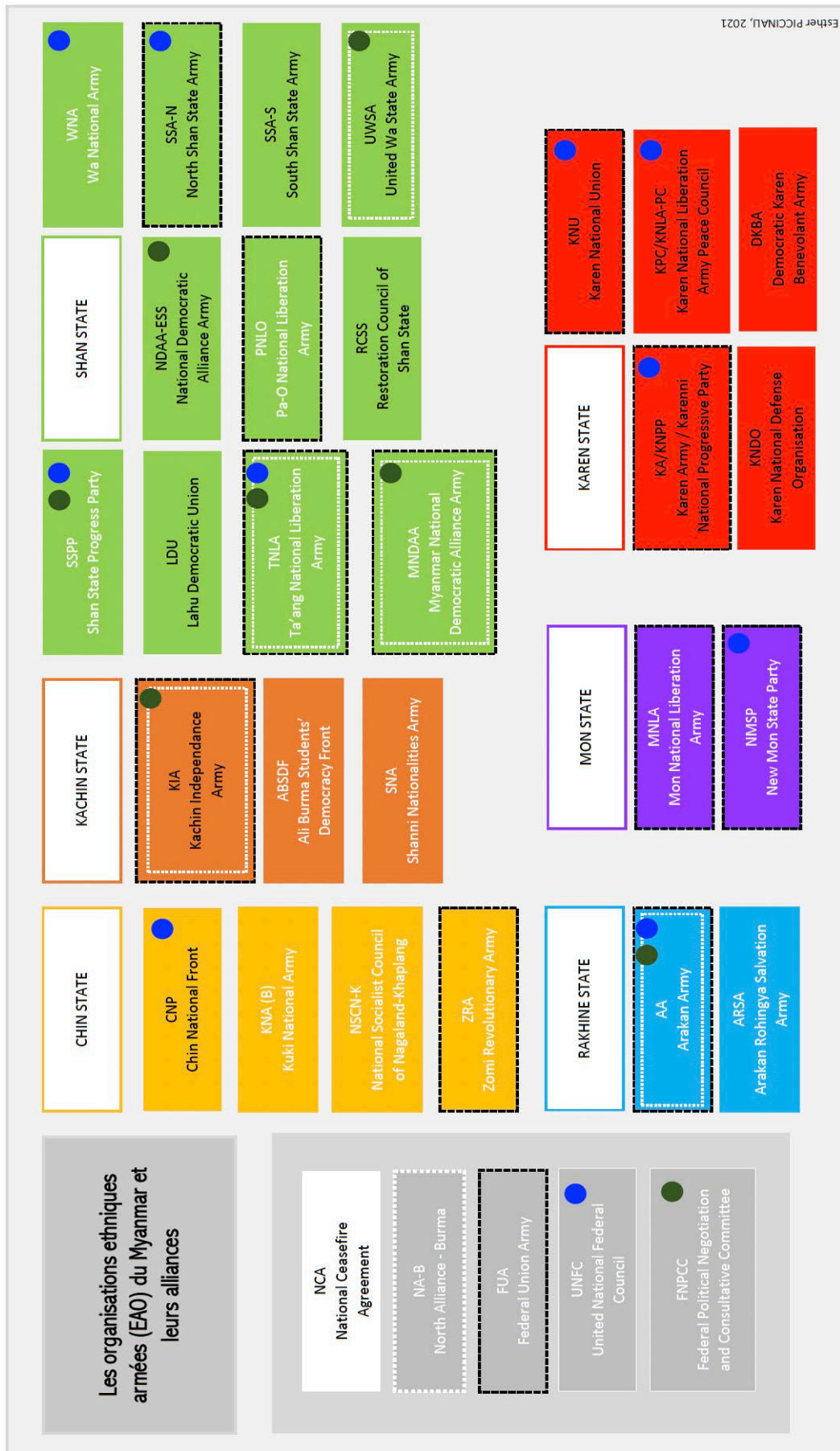
2021 : L’ANNÉE DE TOUS LES DANGERS

Le coup d’État de février 2021 a fait replonger le Myanmar dans les heures les plus sombres de son histoire.

Le retour au pouvoir de l’armée marque la fin de l’essai démocratique et résulte en un nouveau niveau d’instabilité nationale qui pourrait affecter la sécurité régionale. Le Myanmar pourrait devenir un État asiatique failli alors même que la crise économique qui se profile, accentuée par les difficultés financières liées à la crise de Covid-19 ne permet pas d’espérer un horizon dégagé. La répression militaire crée un risque humanitaire majeur, tant nationalement que régionalement. Le rapatriement des réfugiés Rohingyas dans l’État de Rakhine, sera encore plus compromis qu’il ne l’est déjà. Les pays frontaliers que sont l’Inde et la Thaïlande se préparent à faire face à cette crise humanitaire à leurs portes. Le Bangladesh, déjà aux prises avec les Rohingyas ayant fui pendant des décennies, n’a pas directement condamné la prise de pouvoir de la Tatmadaw, mais a renforcé sa présence humanitaire et sécuritaire le long de la frontière. Les conséquences du coup d’État ont donc véritablement transcendé les frontières nationales. L’ASEAN a été mise à contribution, mais l’absence de moyens coercitifs limite son action. Pour faire face au gouvernement militaire du Conseil de l’administration de l’État (SAC), l’opposition politique menée par le Comité représentant le Parlement, le Pyidaungsu Hluttaw (CRPH) ainsi que les partis et Organisations ethniques armées (EAO) pour le compte des leaders de la Ligue nationale pour la Démocratie (NLD), s’attache à poser les bases d’une Union fédérale dans le cadre d’un Gouvernement d’unité nationale (NUG).

Plusieurs scénarios de sortie de crise sont possibles. Si l’armée reprend réellement le contrôle du Myanmar en usant de la violence, elle pourrait continuer à diriger le pays jusqu’en février 2022, date à laquelle l’état d’urgence est censé se terminer. Néanmoins, à

l'instar de ce que nous avons déjà observé dans plusieurs pays au bord de la faillite, elle pourrait assurer sa position de façon indéterminée. Les scénarios les plus optimistes s'attachent à envisager une reconnaissance internationale du Gouvernement d'Union nationale (NUG).



Si le coup d'État devait avoir un aspect positif, ce serait le rapprochement des leaders de la LND avec les chefs des Organisations ethniques armées (EAO).

Notons que les EAO jouent un rôle important dans la situation actuelle, accueillant les défecteurs des forces de sécurité nationales et formant tous citoyens souhaitant s'opposer physiquement à la Tatmadaw. Les organisations ethniques armées présentes dans le pays sont rassemblées au sein de différentes alliances nationales, plus ou moins en désaccord entre elles. La question est aujourd'hui de savoir si les organisations ethniques armées peuvent mettre de côté leurs différends, si elles peuvent réellement former une Armée d'union fédérale (FUA) afin de porter un coup majeur à l'armée de la Tatmadaw et si elles peuvent le faire sans soutien étatique extérieur. Dans ces cas-là, il s'agirait d'identifier la provenance des soutiens financiers et militaires, s'ils ne proviennent pas d'un allié institutionnel. Est-ce à dire que les bases d'une véritable Union fédérale du Myanmar pourraient être posées ? Rien n'est moins sûr, la confiance des EAO envers les politiciens de la Ligue nationale pour la démocratie (NLD) ayant été mise à mal par le dernier quinquennat. Par ailleurs, pour s'assurer le soutien international nécessaire à sa reconnaissance, le Gouvernement d'unité nationale (NUG) doit s'engager à reconnaître les droits humains de tous les citoyens du Myanmar, y compris les réfugiés musulmans.

Les éléments mis en exergue dans ce travail de recherche, soutenu en juillet 2021, ont vocation à mettre en lumière les grandes tendances qui méritent d'être prises en considération lorsqu'il s'agit d'analyser l'État de Rakhine sous un prisme sécuritaire, soulevant par la même une flopée de nouvelles questions.

Si le Myanmar est intégré dans les stratégies régionales de Daech province Khurasan (EI-K) et d'Al-Qaïda au sous-continent indien (AQIS) et que l'État de Rakhine dispose actuellement, plus que jamais, de tous les éléments pour devenir une nouvelle terre de djihad régional, il est encore trop tôt pour affirmer que cela sera le cas dans les mois à venir. Soulignons néanmoins que le contexte régional est différent de celui de 2016-2017 et que les groupes islamistes transnationaux que sont AQIS et l'EI-K renforcent actuellement leurs présences régionales ainsi que leurs jeux d'alliances locaux.

En l'état actuel des choses, la question de la radicalisation islamiste, liée à la gestion des réfugiés Rohingyas, pourrait-elle croître massivement si la Tatmadaw - leur oppresseur historique - reste au pouvoir ? Dans ce cas, les groupes ethniques armés bouddhistes (à l'agenda local) pourraient-ils envisager de s'allier à des groupes islamistes si la cause est considérée comme commune ? La fin justifiera-t-elle les moyens ? Si oui, par quels jeux d'alliances et surtout quels seront les impacts pour l'Asie du Sud et l'Asie du Sud-Est ? De plus, si le projet politique du NUG vient à se réaliser, que le vivre-ensemble communautaire est prôné et que l'indépendance partielle ou totale de l'État de Rakhine est mise en place, bouddhistes et musulmans de l'État pourraient-ils mettre de côté des décennies de haine pour unir leurs forces et renverser l'ennemi commun ? Si tel est le cas, la lutte armée locale pourrait perdre sa raison d'être et le terreau local sa fertilité face aux idéologies belligérantes. Le risque que nous évaluons tout au long de ce rapport pourrait ainsi s'évanouir. ■

ASIA FOCUS #171

**DE L'ORIGINE DE LA VIOLENCE ET DU POTENTIEL ISLAMISTE DE L'ÉTAT
DE RAKHINE, AU MYANMAR**

PAR ESTHER PICCINALI / Analyste géopolitique sur la zone Asie-Pacifique.

NOVEMBRE 2021

ASIA FOCUS

Collection sous la direction de Barthélémy COURMONT, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférences à l'Université catholique de Lille, et Emmanuel LINCOT, chercheur associé à l'IRIS et professeur à l'Institut Catholique de Paris – UR « Religion, culture et société » (EA 7403) et sinologue.

courmont@iris-france.org — emmanuel.lincot@gmail.com

PROGRAMME ASIE

Sous la direction de Barthélémy COURMONT, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférences à l'Université catholique de Lille

courmont@iris-france.org

© IRIS

Tous droits réservés

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis rue Mercoeur

75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

@InstitutIRIS

www.iris-france.org